



Le parti blochérien, à l'ombre du MCG

ÉLECTIONS CANTONALES • Y a-t-il assez de place au soleil pour deux formations populistes? L'UDC, alliée tactiquement au Mouvement citoyens genevois, est davantage solide qu'il y a quatre ans.

RACHAD ARMANIOS



Ménée par l'énergique Céline Amaudruz, l'UDC genevoise veut croire en une «équipe qui gagne» à la veille des élections cantonales. Le parti de la droite dure s'est apparenté à son frère ennemi, le MCG, et compte bien remonter la pente. En 2009, il avait perdu deux sièges (8,56%, soit -1,04%), tandis que le Mouvement citoyens genevois faisait une percée spectaculaire en prenant le leadership de la droite populiste. La formation d'Eric Stauffer continuera-t-elle de tondre la laine sur le dos du parti au mouton?

«Je crois en notre bilan», répond Christina Meissner, cheffe de groupe au Grand Conseil. Une chose est sûre, le parti est plus solide qu'aux dernières élections cantonales: «En pleine campagne, j'étais restée sans voix en découvrant dans la presse notre affiche sur la «raille d'Annemasse!» Cette escalade verbale, face à un MCG qui promettait de tout «nettoyer» (mendiants, dealers...) en quarante-cinq jours, avait été voulue par le président d'alors, Soli Pardo. Cette initiative personnelle n'avait pas évité la déroute tout en minant la cohésion interne et en laminant les efforts du parti pour se montrer présentable et digne d'entrer au gouvernement. Le futur transfuge vers le MCG avait été remplacé à la tête du parti par le consensuel Eric Leyvraz, puis par Céline Amaudruz. «Il fallait probablement une femme pour mettre fin à la guerre de testostérone», félicite M^{me} Meissner.

On dit que la nouvelle patronne de l'UDC sait écouter la base. Mais son ton n'a rien à envier aux mâles dominants. Car sous son égide, la section genevoise, rappelée à l'ordre par les instances dirigeantes à Berne, a durci le ton, appliquant fidèlement les recettes blochériennes.

L'UDC confiante

Jouant sur un même terrain sécuritaire et rivalisant dans l'outrance, les deux partis populistes ont fini par nouer une alliance stratégique. Par défaut. Car la convention entre le PLR et l'UDC – soutien à Yves Nidegger lors de la partielle à la Cour des comptes contre la rétro-protection pour le ticket Lüscher-Barthassat dans la course au Conseil des États – avait fait long feu. Lors du renouvellement complet de la Cour des comptes, le PLR s'est détourné de l'UDC pour participer à une liste dite apolitique. «Ils sont allés jusqu'à s'allier avec la gauche. Ils ont rompu la convention et notre confiance», tonne M^{me} Amaudruz.

C'est donc dans les bras du MCG que l'UDC s'est consolée. Un accord entre les deux partis

court jusqu'en 2014, lors du renouvellement du poste de procureur général. Un mariage stratégique et en rien programmatique. Des alliances se sont nouées lors de certaines élections communales et, pour cet automne, les deux listes pour le Grand Conseil sont apparentées. Au deuxième tour pour le Conseil d'Etat, une brochette commune est envisagée, probablement deux MCG et un(e) UDC. Mais tout dépendra du premier tour, qui permettra aux alliés de compter les points tout en se distinguant.

Face au rouleau compresseur du MCG, l'UDC se veut confiante. «Notre électoral est fiable et fidèle», assure Céline Amaudruz, avant d'ajouter que la stagnation d'une formation sans base nationale est inéluctable. «L'UDC, elle, peut compter sur une forte délégation à Berne, là où les sujets importants – sécurité, mobilité – se déroulent.»

Le cap maintenu

Autre point distinctif: «La crédibilité. Le MCG va là où le vent tourne. Nous, nous avons une ligne claire.» Trop soucieux du social, le MCG aurait aussi le défaut de ne pas assez «taper» sur la fonction publique, soutient M^{me} Amaudruz. Pourtant, les deux formations, avec le PLR, ont clamé d'une même voix pour l'austérité lors du dernier épisode budgétaire. Economie, fiscalité, dette: sur ces thèmes, l'UDC a durant cette législature fermement tenu son cap à la droite de l'Entente.

Sur le plan sécuritaire, la formation se félicite d'avoir donné le la: «Tolérance zéro, davantage de policiers... Pierre Maudet n'a fait qu'appliquer ce que nous prônons depuis des lustres, mais sans mettre en œuvre l'expulsion des criminels étrangers», revendique M^{me} Meissner.

Au jeu de qui court derrière qui, Roger Golay, président du MCG, s'amuse d'avoir découvert que l'UDC a «fini par nous cloner au sujet de la préférence cantonale. Mais ce parti est marqué avec l'économie, on verra s'il osera s'attaquer aux grandes entreprises qui engagent des frontaliers.»

La préférence cantonale au niveau de l'emploi, du logement et de la mobilité tient une bonne place dans le programme de l'UDC. Mais le bouc émissaire préféré des blochériens reste «l'immigration de masse». Les bilatérales, Schengen: de l'insécurité aux bouchons en passant par le chômage et la cherté des logements, tous les maux viennent de là.

De quoi rendre le parti infrequentable pour le centre-droit. Céline Amaudruz, qui rêverait d'une alliance allant du PDC au MCG, déplore cette posture de la droite «la plus bête du monde». I



La présidente de la section genevoise de l'UDC, Céline Amaudruz, effectuait dimanche 25 août 2013 la traversée de la rade à la nage pour marquer le lancement de la campagne électorale de son parti. KEYSTONE

L'intitulé du programme électoral de l'UDC – «une ligne claire» – ne fait en effet pas dans la nuance.

Transports

En traversant la rade à la nage sous l'œil des caméras, Céline Amaudruz a mis en avant l'initiative pour cette traversée en tunnel que son parti a lancée. Pour l'UDC, Genève devrait parler d'une voix pour ce projet concret, tout en soutenant une future traversée lacustre, ainsi que la troisième voie autoroutière. Demandant des investissements égaux pour les transports publics et privés, la formation défend mordicus le droit de circuler en voiture. Ra-

des, rues fermées, suppression de places de parking ne font pas partie de son monde. «Disons que la punition ne doit pas précéder l'incitation», nuance la cheffe de groupe au Grand Conseil, Christina Meissner. L'UDC soutient la création de parkings d'échange aux frontières, si possible sur territoire français.

Aménagement et logement

Le plan directeur cantonal, qui vient d'être accepté au Grand Conseil, a été attaqué par l'UDC. Car il outrepasserait les moyens financiers et en aménagements de Genève. Tout en sacrifiant les zones villas et en passant outre l'avis des habitants et

des communes. Cent mille habitants supplémentaires d'ici à 2030? L'UDC veut une priorité à l'accès au logement pour les résidents et leurs enfants. Et pousse le raisonnement en inventant une «préférence communale» en la matière.

Immigration

Relayant l'UDC suisse, la section genevoise demande des contingents d'étrangers. Elle veut une «immigration choisie» et une brigade spécifique pour traquer les clandestins.

Sécurité

Genève, vue avec des yeux de l'UDC, ressemble plus à Bogotà

qu'à la carte postale avec le jet d'eau. «Non à la prévention, oui à la dissuasion», martèle le parti. Davantage de policiers, l'intégration des polices municipales à la cantonale, généralisation de la vidéosurveillance sont ses solutions. Il s'agirait surtout de vider les prisons en expulsant les criminels étrangers du territoire – à noter que Christoph Blocher, au Conseil fédéral, n'avait guère obtenu d'avancées concernant les accords de réadmission...

Finances, économie, emploi, social

Austérité. Voilà le credo financier de l'UDC, opposée à toute hausse d'impôts. Au menu:

renfort du frein à l'endettement, plans quinquennaux pour réduire la dette incluant l'affectation de 50% de tout boni à son amortissement, baisse du salaire d'entrée des fonctionnaires, harmonisation à 42 heures de leur semaine de travail, non-remplacement durant cinq ans des départs naturels jusqu'à concurrence de 5% du personnel. Enfin, les bas revenus exemptés d'impôt devraient en payer un, même minimum, et s'engager à fournir certaines contre-prestations. L'UDC veut durcir la traque aux fraudeurs de l'aide sociale et que ses bénéficiaires remboursent l'aide reçue dès qu'un travail leur assure un re-

venu régulier et suffisant. Plusieurs mesures sont proposées pour favoriser l'emploi en donnant la priorité aux résidents. L'UDC plaide aussi pour une baisse des impôts sur les entreprises et le maintien des forfaits fiscaux.

Société

La formation pointe la limite de «l'école de l'intégration et du multiculturalisme», demandant des classes spéciales pour tout enfant ne maîtrisant pas le français. Les parents optant pour le privé devraient pouvoir déduire les frais des impôts. Pareil pour ceux qui ne travaillent pas pour garder leurs enfants à la maison. RA

L'expérimenté, la nouvelle et l'agrarien

Trois UDC défendent les couleurs du parti dans la course au Conseil d'Etat.

L'avocat et conseiller national Yves Nidegger, né en 1957, remet le couvert après avoir tenté sa chance en 2005 et en 2009 – avec près de 12 000 voix de retard sur les deux candidats du MCG Eric Stauffer et Mauro Poggia. Yves Nidegger avait aussi échoué à entrer au gouvernement de la Ville de Genève en 2007. Eché également pour la Cour des comptes. Le politicien s'est en revanche imposé au Conseil national en

2007 et 2011. Il y préside la commission des affaires juridiques. Le politicien a aussi siégé au Grand Conseil de 2005 à 2009, s'illustrant par exemple comme fer de lance du combat contre la mendicité. Tenant de la ligne blochérienne, il se démarque par un langage lettré et une vive intelligence. Il se verrait à la tête de la Sécurité, de l'Instruction publique ou des Finances.

Céline Amaudruz, 34 ans, préside la section genevoise de l'UDC depuis 2010. Gestionnaire de fortune à UBS, elle siège

au Grand Conseil de 2009 à 2011, puis est élue au Conseil national cette année-là. Elle y suit la ligne dure du parti, ses adversaires la décrivant comme un «parfait soldat». Elle s'est toutefois démarquée une fois, en s'opposant à l'initiative contre le remboursement de l'avortement.

Eric Leyvraz, 66 ans, vigneron-encaveur et pionnier de la viticulture biologique, représente l'aile agrarienne du parti. Et sa frange modérée. Député sortant, il a effectué deux législatures et a présidé le Grand Conseil. RA

Grand Conseil: un tiers d'élus, un cinquième de femmes

Dirigée par une femme, l'UDC genevoise présente une liste peu féminine, avec 42 hommes sur 52 candidats pour le Grand Conseil. Parmi eux, environ un tiers d'élus. Dont sept des neuf députés actuels. Parmi eux, la cheffe de groupe Christina Meissner, nouvelle il y a quatre ans, qui a su s'affirmer en cours de législature. Eric Bertinat, qui fut candidat malheureux pour

l'exécutif en Ville de Genève, ne se représente pas, afin de se consacrer, à nouveau, à une éventuelle conquête d'un siège en Ville de Genève. Plusieurs élus municipaux sont aussi sur la liste. Notons enfin la présence du secrétaire général du parti cantonal, François Velen, et de Xavier Schwitzguébel, président des Jeunes UDC-Suisse. RA